

**Accord collectif national**

IDCC : 7515. – **SOCIÉTÉS D'AMÉNAGEMENT FONCIER  
ET D'ÉTABLISSEMENT RURAL  
(SAFER)  
DÉPART À LA RETRAITE**

---

■ *Journal officiel* du 15 décembre 2005

**Arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 2005 portant extension d'un accord national  
de branche relatif au départ à la retraite dans les sociétés d'amé-  
nagement foncier et d'établissement rural (SAFER) (n° 7515)**

NOR : AGR0502710A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Sur la proposition du directeur général de la forêt et des affaires rurales,

Vu le titre III du livre I<sup>er</sup> du code du travail (parties Législative et Réglementaire), et notamment les articles L. 131-3, L. 133-8, L. 133-14 et R. 133-1, R. 133-2, L. 136-2 et L. 136-3 ;

Vu l'accord national du 14 septembre 2005 relatif au départ à la retraite dans les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 6 octobre 2005 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'accord national de branche du 14 septembre 2005 relatif au départ à la retraite dans les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans son champ d'application professionnel et territorial.

**Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'accord visé à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

### Article 3

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> décembre 2005.

Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur général  
de la forêt et des affaires rurales :

*Le directeur du travail,*

J.-P. MAZERY

*Nota.* – Le texte de cet accord a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/40 en date du 5 novembre 2005, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.